Châtillon, le 01/07/05

CR de la manifestation à Matignon (28 juin)

Grâce au soutien d'environ 200 personnes, une délégation intersyndicale a été reçue à Matignon par un conseiller pour l'Industrie, la Recherche et la Société de l'Information et par un membre du cabinet militaire du premier ministre.

Nous avons exposé les points suivants :

Besoin de faire plus d'études amonts : en précisant bien la signification d'amont pour nous (différent de la version DGA), en expliquant pourquoi nous avions besoin de plus de financement sur ces études, pourquoi nous avions besoin de plus de visibilité et d'autonomie dans notre politique scientifique à long terme et le risque d'être piloté par les besoins à court terme dans les projets industriels. Nous avons bien précisé qu'il ne s'agissait pas d'un combat contre les industriels mais que ce sont eux qui risquent le plus sur le long terme. Nous avons cité les succès récents qui n'auraient pas vu le jour avec notre fonctionnement actuel.

Problème pour les études à finalité civile : la problématique des études amonts existe aussi mais est amplifiée par le fait que la DGA se désengage de ce qui n'est pas militaire et nous renvoie vers les industriels (court terme). Sur ce point, les deux conseillers ont commenté que la défense ne finançant que le militaire cela ne les choquaient pas, mais qu'ils fallait trouver d'autres sources de financement, d'autres tutelles pourquoi pas, mais la demande devait venir de la Défense... Ils ont proposé l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR), l'agence nationale pour l'innovation, ce qui ne répondrait pas à nos attentes puisque toujours sous forme de projets court terme (coopération industrielle à 50%), ou encore du problème de mise en concurrence avec les universités (salaires budgétisés) ...

Problème du déficit actuel : Retard de notifications, créances, non respect des engagements de l'état (DGA et DGAC), récurrence du problème, etc.
Nous avons insisté sur le fait que c'est cette situation financière qui justifiait, pour notre direction et tutelle, une politique salariale 2005 lamentable et inacceptable pour le personnel compte tenu de son engagement.

En conclusion, les deux conseillers ont bien notés nos inquiétudes, un CR de cette réunion sera fait et ils transmettront à la Défense.

CA du 30 juin

Au cours de ce CA, nos élus ont, bien entendu, rappelé nos inquiétudes et les démarches entreprises par les salariés de l'ONERA. Ce qui devait marquer cette réunion s'était la prise de position de la DGA sur un certain nombre de demandes visant à résoudre nos problèmes budgétaires à court/moyen terme. A l'issue de cette réunion, une délégation intersyndicale a obtenu une entrevue avec l'IGA Auroy (grâce encore à votre mobilisation). Il a rappelé la nature de ces engagements que vous pourrez retrouver dans le CR du CA de nos élus. En revanche, même si ces mesures vont dans le bon sens, rien n'a été évoqué par rapport au positionnement de l'ONERA, par rapport à la pérennité de l'ONERA à longue échéance. Il faut donc poursuivre notre action vers les donneurs d'ordres.

Réunion du 04 juillet.

Réunion de négociations salariales, plus un point sur les déclinaisons concrètes des positions DGA au CA. La Direction a prévu d'annoncer des mesures nouvelles ? S'il s'agit en plus des 1,7% augmentation de rajouter une petite prime non récurrente, on pourra dire qu'il n' y a rien de nouveau. A suivre…